



Jesper Bengtsson est président du PEN suédois et rédacteur en chef du magazine Tiden. Il écrit sur la politique suédoise et internationale depuis plus de 20 ans et a publié plusieurs livres. Son plus récent livre est une biographie sur Aung San Suu Kyi et la lutte des birmanes pour la démocratie.

La gestion de la migration en Suède et son impact

interview de Jesper Bengtssons par Alain Bloëdt

“Aucun autre pays d’Europe n’a accepté autant de réfugiés par rapport à sa population que la Suède” a déclaré le Premier ministre suédois Stefan Löfven. Comme l’Allemagne, la Suède a accueilli des centaines de milliers d’étrangers au cours de ces quatre dernières années. Cependant, le pays a annoncé récemment des mesures restrictives. Malgré cette réaction, la migration est, parmi les questions les plus importantes de la campagne électorale et les démocrates suédois, les extrémistes de droite, un acteur important des prochaines élections (le 9 septembre).

The Progressive Post : Comment expliquez-vous que l’extrême-droite puisse devenir le deuxième parti de Suède alors qu’ils ont fait leur entrée au Parlement suédois pour la première fois il y a seulement 8 ans ?

Jesper Bengtsson : La question de l’immigration a joué un rôle important pendant au moins quatre ans en Suède, mais je dirais qu’elle était nettement plus importante il y a trois ans. Nous n’avons pratiquement plus d’immigration désormais. La réglementation a connu des changements en 2015, le nombre de migrants s’élevait alors à 163 000 alors qu’il atteint cette année environ 20 000, ce qui est un chiffre normal. De nombreuses personnes pensent que nous accueillons beaucoup de migrants.

PP : Mais le gouvernement vert social-démocrate a réagi ?

JB : Oui, mais ça n’a pas fonctionné. En Suède, ils

ont mis en place des contrôles aux frontières, arrêté de délivrer des permis de résidence permanente et empêché les migrants qui avaient reçu un permis de résidence permanente d’amener leur famille. Aux yeux de l’opinion publique, cela a fonctionné à court terme, mais pas à long terme. En dépit de ces changements, tant les sociaux-démocrates que le parti conservateur ont continué à perdre des soutiens au détriment des démocrates suédois d’extrême droite.

PP : Comment expliquez-vous cela ?

JB : Je pense qu’il y a deux raisons. La première raison est que le changement de politique du gouvernement était la preuve, pour de nombreuses personnes, que les Démocrates de Suède avaient raison dès le début et les électeurs se sont dit : « pourquoi est-ce que nous ne soutenons pas ceux qui ont vraiment compris ce qui se passait ? », ce qui est une conclusion contestable. La seconde raison est la propagande selon laquelle ce pays connaît une crise profonde qui a besoin d’un changement

important pour se remettre sur les rails. Cette propagande est soutenue, nourrie et à présent utilisée par les Démocrates de Suède.

PP : La Suède, vue de l’étranger, est toujours apparue comme un pays accueillant. Est-ce quelque chose qui est encore vrai aujourd’hui ?

JB : Oui, vous pouvez toujours le dire et c’est ce qui rend cette situation ici contradictoire. Chaque année, un sondage est organisé autour des valeurs des citoyens. C’est un sondage très sérieux d’un point de vue scientifique, élaboré par l’Université de Göteborg. Il montre que le soutien public à une politique d’immigration plus restrictive s’est accru. Environ 50% sont désormais en faveur d’une politique plus restrictive, bien que nous ayons déjà l’une des politiques les plus strictes de l’UE. Dans le même temps, le soutien à une Suède en tant que société ouverte et multiculturelle a également augmenté régulièrement en Suède au cours des 20 dernières années. Mais cela montre aussi qu’une grande minorité est beaucoup plus contre elle que par le passé. C’est la fameuse polarisation de la société.

PP : Est-il vrai que le Premier ministre Stefan Löfven a changé ses politiques pour protéger et maintenir son modèle social ?

JB : Oui. Il est probablement difficile à long terme d’accueillir une immigration considérable en Suède aux chiffres de 2015 et continuer à maintenir l’Etat providence que nous avons, car nous devons intégrer les personnes qui viennent ici. Si vous voulez que ces personnes fassent partie de la société, dans cette société du bien-être, vous devez réfléchir attentivement à la manière dont vous mettez en œuvre cela.

PP : L’intégration prend beaucoup de temps. Lorsque le gouvernement accueille tous ces migrants, comment défend-il l’intégration ?

JB : D’après les études réalisées, la Suède est l’un des meilleurs pays au monde en matière

| Exemple de la fameuse “polarisation” de la société: selon l’Université de Göteborg, le soutien public à une politique d’immigration plus restrictive atteint maintenant environ 50% de la population alors que le soutien à la Suède, en tant que société ouverte et multiculturelle, s’est accru également constamment en Suède, au cours des 20 dernières années.

“

Environ 60 % de la population se prononce en faveur d’une migration raisonnable en Suède et d’une société ouverte, alors que 20 % soutiennent les Démocrates de Suède.

”

d’intégration. Nous y travaillons beaucoup et nous disposons des ressources nécessaires parce que notre économie connaît la croissance et que, presque chaque personne, née en Suède, a aujourd’hui du travail, il y a donc peu de chômage.

PP : D’après vous, il faut combien de temps ?

JB : Environ cinq années sont nécessaires pour qu’une personne fasse son entrée sur le marché du travail régulier et cela demande des ressources, mais les migrants contribuent à la société lorsqu’ils arrivent dans le marché du travail. Ces chiffres montrent aussi que si vous prenez en compte à la fois les avantages et les inconvénients, l’immigration en Suède nous a au fil du temps considérablement enrichis.



PP : Dans la question de l’intégration européenne, on ne peut pas dire que la Suède est un parti très en faveur de l’intégration européenne. Cependant, elle est en même temps très proactive dans l’accueil des migrants. Quel est l’impact de ces deux débats apparemment contradictoires ?

JB : Je me considère comme un peu fédéraliste, donc je ne suis pas la bonne personne à demander, mais je dirais que ce qui est important, du moins pour les sociaux-démocrates en Suède, c’est que vous n’avez pas de politique fiscale au niveau européen. ni de politiques de protection sociale contraignantes au niveau européen. Mais l’immigration n’est ni une question fiscale ni une question d’assistance sociale. Il s’agit d’une frontière commune. Il est assez logique de dire que si nous devons réaliser l’intégration européenne au sujet de n’importe quelle question, l’immigration devrait faire partie des premières questions qui devraient être traitées, après la question du marché unique. Je comprends donc pourquoi les pro-européens sont quelque peu déroutés par les politiciens suédois.